



**Académie de Savoie**  
***16 décembre 2015***

**Le retour de la Russie :**  
**‘Europe – Russie’ une relation**  
**particulière?**

**Eric BRUNAT**

*dhc des Universités de Sotchi (2010) et Irkoutsk (2012)*

***Université de Savoie Mont Blanc - Faculté de Droit – Laboratoire IREGÉ***





District fédéral central

District fédéral du Sud

District fédéral du Nord-Ouest

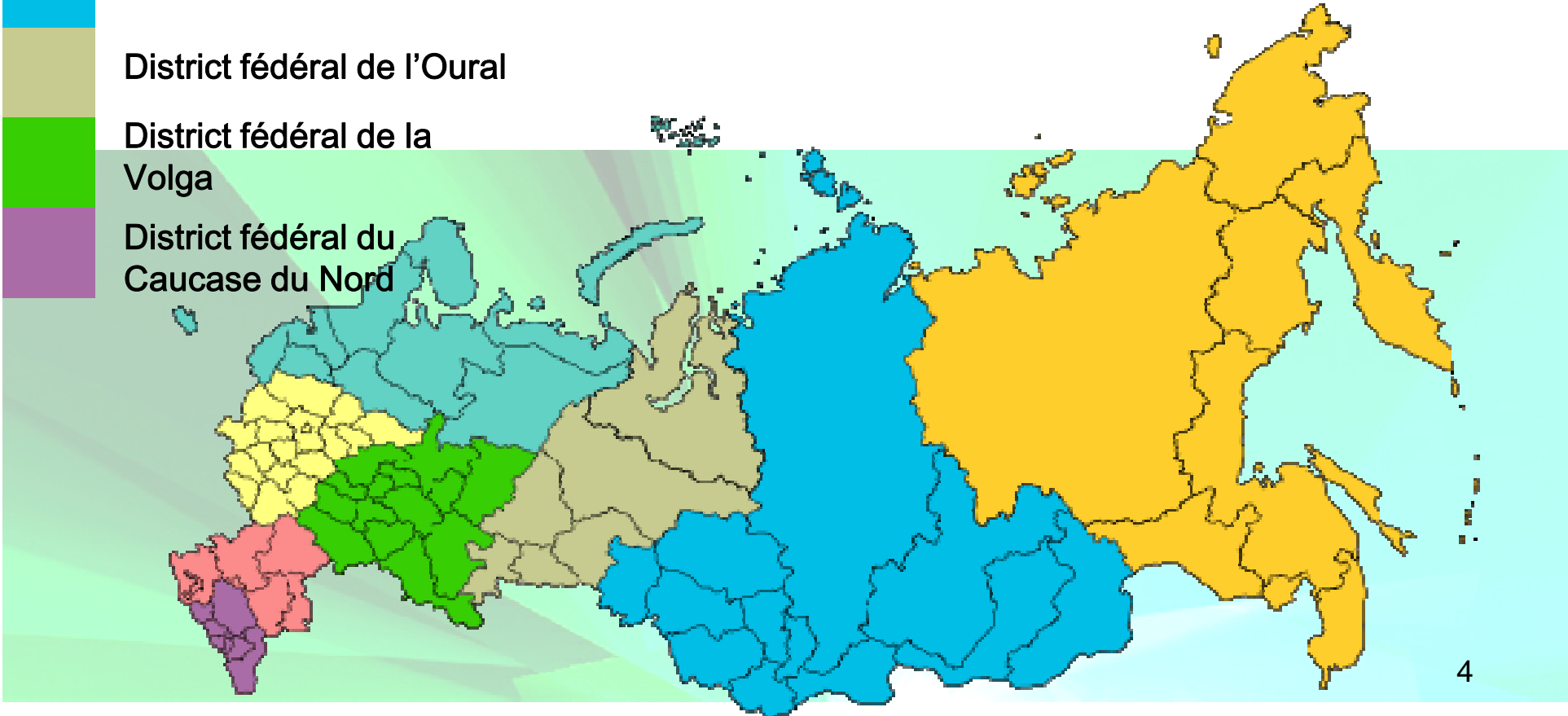
District fédéral d'extrême Orient

District fédéral sibérien

District fédéral de l'Oural

District fédéral de la Volga

District fédéral du Caucase du Nord





Download from  
**Dreamstime.com**

This watermarked comp image is for previewing purposes only.

ID 50817696

© Peter Hermes Furian | Dreamstime.com

# Le point de départ

Les économies dites «de type soviétique» s'appuyaient (plus ou moins selon les économies) sur les quatre mécanismes suivants :

- 1) un plan centralisé en volume de la production et de la distribution
- 2) une croissance extensive (besoins surestimés et capacités sous-estimées)
- 3) une propriété collective des moyens de la production
- 4) des prix administrés

Systeme central de priorités → régulation pénurique → « épargne forcée » et déséquilibres

## **Le point de départ**

- **Le système économique et social de type soviétique n'a pas pu s'articuler et s'intégrer au processus de mondialisation**
- **Il s'est avéré incompatible avec la complexité et l'accélération des flux et des innovations qui ont marqué la fin du XXème siècle**

## **Une rupture institutionnelle : 'la thérapie de choc, une doxa néo-libérale'**

→ Une option **néo-libérale** de politique économique est retenue en 1992 pour administrer la rupture socio-économique et engager une transition vers une forme d'économie de marché : il s'agit d'une **'thérapie de choc par opposition à une transformation plus graduelle et évolutionniste'** :

- 1) Libération brutale des prix de gros et de détail
- 2) Privatisation des processus de production et du capital (dans un contexte de connaissance approximative de la valeur marchande des actifs) – **origine principale de l'émergence d'une oligarchie de propriétaires**



**FMI – ‘Consensus de Washington’ – Equipe de ‘Yegor Gaïdar’ (acting prime Minister au début des années 90) – A. Chubais – J. Sachs – A. Aslund...**

→ l’objectif principal des défenseurs de cette stratégie (inspirée par le ‘Consensus de Washington’ et le FMI – dérégulation – stabilisation macro-économique - privatisation) est **d’éviter toute possibilité de restauration du système de type soviétique, d’où la rupture libérale**

→ **sous-estimation de l’incompatibilité** entre les mécanismes de l’économie de marché et les mécanismes des économies dites de type soviétique

→ retrait important de l’Etat dans les secteurs de l’éducation et de la santé notamment, **le coût social est considérable**

# La chute du PIB est importante – le niveau de 1990 ne sera recouvert qu'en 2002 seulement (source FMI)

## Russian GDP (PPP) Since Fall of Soviet Union

Billions of International Dollars (2008)



Source: International Monetary Fund (<http://www.imf.org>)

## **Une rupture inédite par conséquent et ‘violente’ dans les années 90 sur les plans institutionnel et sociétal**

- **une économie très désarticulée et distordue géographiquement et sur le plan sectoriel par le poids des structures militaro-industrielles héritées de la période soviétique (course aux armements, conquête spatiale...)**
- **une différenciation sociale forte (inflation)**
- **une chute brutale de la production et des investissements**
- **des infrastructures insuffisantes et des coûts de transaction élevés –une relative faible compétitivité industrielle**
- **un cadre légal abstrus et instable**
- **une forte concentration du capital privé –oligarchie**
- **un recul fort de l’influence culturelle, géo-économique et géopolitique**
- **des problèmes démographiques aigus**
- **un retrait des actions publiques préoccupantes dans la santé et l’éducation**

## Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, la Russie se relève et se fait de nouveau davantage entendre dans le monde (1/2)

→ Ceci grâce à une **conjoncture gazière et pétrolière favorable** et à une **volonté de reconstruire l'Etat (doctrine de 'la verticale du pouvoir' de V. Poutine)** :

- continuation des accords START
- appartenance 'stratégique' aux BRICS (2009, 1<sup>er</sup> sommet des BRIC à Iekaterinbourg), alors que le pays est plutôt '*réémergent*', pour la Russie **c'est un choix principalement politique**
- adhésion récente à l'Organisation Mondiale du Commerce (août 2012 après 18 ans de négociations)
- exploitation massive de ses ressources fossiles afin de desserrer les contraintes financières vis-à-vis de la Banque Mondiale et du FMI, crédibilité recouvrée auprès du système financier mondial (dettes publiques  $\approx 14$  % du PIB !)

## Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, la Russie se relève et se fait de nouveau davantage entendre dans le monde (2/2)

- contrôle (avec des coûts financiers et politiques importants) **des soubresauts et des conflits internes** (Tchéchénie notamment) ou externes (Georgie, Moldavie, Ukraine...) qui sont les vagues de ressac de l'effondrement de l'Union soviétique
- elle applique la stratégie de la "**real politik**", elle soutient ses alliés historiques (Syrie par exemple), elle cherche à restaurer des relations avec les grandes puissances proches, mais elle souhaite aussi conserver ou rétablir sa zone d'influence en Georgie, en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, en Ukraine...

## Dans les années 2000 la Russie rebondit par conséquent sur le plan économique

- avec la '**verticale du pouvoir**' de Poutine très ferme –discutée du point de vue de la construction démocratique du pays dans les chancelleries occidentales -mais plutôt efficace pour reconstruire la crédibilité de l'Etat d'une part et son aménagement territorial d'autre part (17 millions de km<sup>2</sup>)
- avec une conjoncture gazière et pétrolière favorable sur le marché mondial, **la Russie rembourse ses dettes et s'engage dans une période de croissance forte et d'émergence de sa classe moyenne. L'investissement étranger augmente fortement**

Points très préoccupants néanmoins :

- les risques d'économie rentière, de '*Dutch Disease*' et d'insuffisante diversification de l'appareil de production
- la question démographique
- la corruption de l'administration
- l'émergence difficile d'une société civile

**Mais l'Indice de Développement Humain est encore inférieur aux niveaux atteints dans les années 80 avant la 'Perestroïka'...**

→ en 2013 le PNUD (publication 2014) classe la Russie au 57<sup>e</sup> rang en matière de développement humain (**IDH = 0,778**)

**L'indice était de 0,826 en 1985 : le PIB a donc dépassé les niveaux des années 80 mais pas les indices de développement humain**

**Remarques :**

→ la France est 20<sup>e</sup> (0,884), la Biélorussie est 53<sup>e</sup>, l'Ukraine 83<sup>e</sup>

→ le Brésil est 79<sup>e</sup>, la Chine 91<sup>e</sup>

## La Russie a aussi fait face à deux crises financières sévères en 1998 et 2008

- 1998 : **causes internes** (GKO) – l'impôt n'est pas payé – fuite massive des capitaux – envolée des taux d'intérêt nominaux : dévaluation du rouble – stimulation des exportations – soutien à l'industrie – rebond économique
- 2008 : **causes externes** (la demande mondiale chute, prix des ressources pétrolières et gazières en baisse)

Soutien au secteur bancaire, crise cambiaire évitée, garantie des dépôts, soutien à la consommation des ménages, pas de soutien direct à l'industrie, prises de participation directes de l'Etat

Le retour de l'Etat dans les affaires (l'industrie et principalement les industries extractives) débouche sur un capitalisme d'Etat avec une imbrication des capitaux et des intérêts publics et privés



# Indicateurs Macroéconomiques de la Russie

Sources : Banque Centrale de Russie, Rosstat, Banque de Finlande –BOFIT Russia Statistics

(\* fin de période)

e = estimation	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
PIB (variation en %)	8,2	8,5	5,2	-7,8	4,5	4,3	3,4	1,3	0,6	-3,7e
PIB en milliards d'euros	789	949	1133	879	1150	1369	1557	1563	1401	-
Production industrielle (variation en %) *	6,3	6,8	0,6	-10,7	7,3	5,0	3,4	0,4	1,7	-3,3e
Investissements (variation en %) *	17,6	23,8	9,5	-13,5	6,3	10,8	6,8	0,8	-2,7	-5,7e
Exportations en milliards de \$ *	297,5	346,5	466,3	297,2	392,7	515,4	527,4	523,3	497,8	-
Importations en milliards de \$ *	163,2	223,1	288,7	183,9	245,7	318,6	335,8	341,3	308,0	-
Dettes publiques fédérales (% du PIB)	9,0	7,2	6,5	8,3	9,0	9,5	10,5	11,3	14,4	13,6e
Fonds de stabilisation (en mds de \$)	89,1	156,8	225,1	152,1	113,9	112,0	150,7	176,0	159,1	132,0e
Réserves/change en mds de \$ (or inclus)	303,0	476,4	427,1	439,0	479,4	498,6	537,6	509,6	385,5	365,0e
Inflation (Indice des prix à la cons.) en %*	9,0	11,9	13,3	8,8	8,8	6,1	6,6	6,5	11,4	15,0e
Taux de chômage*	6,8	6,0	7,6	8,0	7,0	6,0	5,1	5,6	5,3	17 5,5e
Population en millions (1er janvier)	143,2	142,8	142,8	142,7	142,9	142,9	143,0	143,3	143,7	-

## Impact de la crise financière : comparaisons internationales de l'évolution des PIB

(sources : IMF World Economic Outlook - 2011)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Russie	6,4	8,2	8,5	5,2	-7,8	4,5
Brésil	3,2	4,0	6,1	5,2	-0,6	7,5
Chine	10,4	11,6	13,0	9,6	8,7	10,3
Inde	9,2	9,8	9,4	7,3	5,7	10,4
Zone euro	1,7	3,0	2,8	0,6	-4,1	1,7
Etats-Unis	3,1	2,7	2,1	0,4	-2,4	2,8
Monde	4,5	5,1	5,2	3,0	-0,6	5,0
						18

**Structure de l'économie en % du PIB  
(données United Nations System of National Accounts)**

	<b>Agriculture</b>	<b>Industrie</b>	<b>Services</b>
<b>1995</b>	<b>7,6</b>	<b>27,9</b>	<b>64,5</b>
<b>2012</b> <i>(France)</i>	<b>4,7 ↓</b> <i>(4,5)</i>	<b>33,0 ↑</b> <i>(13,0)</i>	<b>62,3 ↓</b> <i>(82,5)</i>

## Structure des Importations et des Exportations russes en % (données Organisation Mondiale du Commerce -OMC)

	<b>Matières premières et énergie (50 % des ressources budgétaires)</b>	<b>Produits agricoles</b>	<b>Services</b>	<b>Produits manufacturés</b>
<b>Importations</b>	<b>3</b>	<b>12</b>	<b>24</b>	<b>61</b>
<b>Exportations</b>	<b>63</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>22</b>

# Quelques observations sur la situation économique actuelle de la Fédération de Russie (1/2)

## Des difficultés structurelles antérieures à la crise ukrainienne handicapent la réémergence du pays

→ Deux révélateurs des difficultés structurelles : la crise financière internationale de 2008 – 2009 et ‘la crise ukrainienne’

- Poids des ressources fossiles : 50% du budget fédéral, 2/3 des exportations – **risque d’un ‘Dutch disease’ russe**
- Une économie très **sensible aux fluctuations internationales**
- **Un niveau d’inflation encore élevé** (entrée de devises, coûts de transaction, infrastructures)
- **Une concentration du capital privé**. Une certaine opacité de la propriété du capital (‘capitalisme monopolistique d’Etat’) dans certains secteurs –notamment stratégiques et énergétiques

## Quelques observations sur la situation économique actuelle de la Fédération de Russie (2/2)

### Des difficultés structurelles antérieures à la crise ukrainienne handicapent la réémergence du pays

- **Une classe moyenne émergente**, motrice de la croissance par la demande, **mais fragile** (inflation, santé, éducation, faiblesse de certaines institutions...)
- **Une forte différenciation sociale et régionale** (le coefficient de Gini se dégrade)
- Des investissements directs étrangers certes importants dans les années 2000, **mais récents et sensibles aux conjonctures**
- **Un niveau élevé de corruption**, certes en soi, mais surtout pour un pays 'réémergent' voire avancé selon les critères
- Une situation démographique préoccupante

**... Mais la réémergence de la Russie est très dépendante de son niveau d'investissement global qui reste insuffisant (1/2)**

- **Le pays souffre de son sous investissement chronique dans les infrastructures et superstructures civiles et publiques largement héritées de la période soviétique en dépit des progrès observés au cours de la décennie écoulée**
- **Le niveau de l'investissement est voisin de 20% du PIB, c'est beaucoup mieux que dans les années 90 mais c'est moins que pendant la période soviétique et beaucoup moins que les taux observés dans les économies émergentes d'Asie**

## **La réémergence de la Russie est donc à la croisée des chemins (2/2)**

- les retards sont accumulés dans la gestion des risques industriels et environnementaux et les indispensables modernisations dans les domaines de la distribution d'électricité, de l'efficacité énergétique et la gestion des eaux usées notamment. **Des investissements insuffisants induiraient rapidement des augmentations de coûts de transaction**
- la tenue de grands évènements publics internationaux obtenus par la Russie dont les Jeux Olympiques d'hiver de Sotchi en 2014 (très discutés car leurs coûts ont été exorbitants) et la Coupe du monde de football de 2018, peuvent, être des catalyseurs de l'investissement et de la modernisation des infrastructures, des mécanismes de financement et de la coopération internationale (Ambassadeur J. de Gliniasty)



**Lors du Sommet de Saint-Pétersbourg, en mai 2003, l'Union européenne et la Russie ont adopté une déclaration visant à renforcer leur coopération avec l'objectif de créer à terme quatre « espaces communs » ...**

- **un « espace économique commun »**
- **un « espace commun de liberté, de sécurité et de justice »**
- **un « espace de coopération dans le domaine de la sécurité extérieure »**
- **un « espace commun de recherche et d'éducation incluant les aspects culturels »**

**Où en sommes-nous désormais ?**

## ***Par ailleurs l'Union européenne active un Partenariat Oriental...***

- Le Partenariat oriental est un accord d'association que l'Union européenne (UE) a conclu avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine et la Biélorussie, et qui a été inauguré à **Prague le 7 mai 2009**
- La Déclaration de Prague 2009 qui a lancé le partenariat oriental prévoit la possibilité de créer des commissions dans le cadre de **plateformes thématiques afin de soutenir la coopération dans des domaines spécifiques**

## ***Stratégie géo-économique de l'UE vers «l'Est» : les plateformes multilatérales du Partenariat oriental (2014 - 2017)***

→ les plateformes sont le principal outil multilatéral du Partenariat oriental (PO). Elles reflètent 4 principaux domaines de coopération entre les pays partenaires de l'Est et de l'UE, à savoir :

- 1) la démocratie, la bonne gouvernance et la stabilité (plateforme 1)**
- 2) l'intégration économique et la convergence avec les politiques de l'UE (plateforme 2)**
- 3) la sécurité énergétique (plateforme 3)**
- 4) les contacts entre personnes et donc les mobilités (plateforme 4)**

# *Partenariat oriental : le cas de l'Ukraine*

- Le 21 mars 2014, le Premier ministre (par intérim) ukrainien, Arseniy Iatseniouk, signe, dans le cadre du Partenariat oriental, **la première partie de l'accord d'Association entre l'Ukraine et l'Union européenne. L'Association est signée entre l'EU, la Moldavie, l'Ukraine et la Georgie le 27 juin**
- **La non-signature** de ce document par ses prédécesseurs, le **21 novembre 2013 à Vilnius** a été l'une des raisons alléguées par les manifestants de Euromaïdan

**Remarque** : le parlement ukrainien - la Verkhovna Rada - a ratifié, le mardi 16 septembre 2014, l'accord d'Association entre l'Ukraine et l'Union européenne, qui incarne l'éloignement de Kiev de la Russie. "*Un moment historique*" pour l'Ukraine, selon les mots de son président, Petro Porochenko

## ***L'Union européenne individualise ensuite la relation juridique avec chacun des pays partenaires, dans une logique de rapprochement bilatéral***

- **Ce partenariat individualisé repose sur plusieurs piliers dont :**
  - **le respect du droit international**
  - **un engagement envers les valeurs fondamentales de la démocratie, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales**
  - **la mise en place d'une économie de marché, dans un contexte de développement durable et de bonne gouvernance**
- **En vertu de ce partenariat, qui fait partie de la politique de voisinage de l'UE, l'Ukraine doit recevoir environ 400 millions € d'aide par an (néanmoins ceci peut être comparé aux 11 à 12 milliards d'€ annuels reçus par la Pologne, par exemple, dans le cadre de la PAC et la politique de cohésion -budget de l'UE 2014-2020)**

## **Concernant les relations avec la Russie : le président Poutine cherche à reconstruire une zone d'influence économique et culturelle**

### **Mise en place d'une Union Douanière**

- L'Union douanière est une Union entre la **Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan** introduite le **1er Janvier 2010**. L'Inde, Israël et quelques autres pays ont exprimé à un moment un intérêt pour un accord de libre-échange avec l'Union
- **Le 29 mai 2014 le Traité Eurasien** a été signé entre la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan (Astana), rejoints par l'Arménie le 9 octobre. L'Union Economique Eurasiatique (UEEA) est entrée en vigueur le 1er Janvier 2015
- Ceci constitue la première étape pour créer une **alliance économique similaire à l'Union européenne** entre les États de l'ancienne Union soviétique formant la Communauté des États Indépendants
- Le Kirghizistan a rejoint l'UEEA en août 2015, le Tadjikistan et même le Vietnam ont manifesté un intérêt

## **La Russie et l'euro : un dilemme court terme vs moyen terme (1/2)**

**Au cœur de la crise financière, la Russie est intervenue pour acheter des titres souverains européens et défendre l'euro**

**1) une forte baisse de la devise européenne impacte négativement le commerce intérieur, la compétitivité russe et surtout la valeur de ses réserves de change (environ 40% des réserves sont des titres libellés en euro)**

**2) par ailleurs une grande proportion du gaz est vendue dans la zone euro dans le cadre de contrats à long terme...**

-----  
**3) ... en revanche si la dette publique russe est faible (un peu plus de 14% du PIB en 2014), les entreprises russes sont fortement endettées à l'étranger et très largement en euro. Ici une chute relative de l'euro est plutôt un avantage**

**4) enfin la Russie a besoin de biens en capital pour la modernisation de son industrie. Les importations d'Allemagne, de France ou d'Italie seraient moins coûteuses de même que les acquisitions de firmes en zone €**

## **La Russie et l'euro : un dilemme court terme vs moyen terme (2/2)**

**Par conséquent selon l'horizon temporel l'intérêt de la Russie et l'intérêt de l'Union européenne ne sont pas les mêmes :**

- à court terme la Russie a intérêt au maintien de la valeur de l'euro notamment vis-à-vis du dollar des Etats Unis**
- à moyen terme cet intérêt s'estompe**

**Vis-à-vis de la Russie, la logique est plutôt inverse pour les pays de la zone euro**

**Une réforme du système monétaire international est souhaitée notamment par la Russie et la Chine afin de diminuer le rôle du dollar, relancer les Droits de Tirage Spéciaux du FMI , développer un instrument de réserve international nouveau et **promouvoir le rouble et le yuan comme monnaies de réserve et de transaction au plan régional** (cf la décision de décembre 2015 du FMI / yuan)**



# Les paradoxes des Investissements Directs Etrangers en Russie - IDE

- **Dans les années 90 : effondrement des investissements domestiques**, fuite massive des capitaux et très faible capacité d'attraction des IDE entrants (à la différence des économies d'Europe Centrale et Orientale - PECO)
- **Dans les années 2000, la volonté de 'reconstruire l'Etat' s'avère plutôt efficace : l'investissement domestique a repris sa croissance, accompagné du retour des capitaux 'étrangers' (tandis qu'un flux de sortie des capitaux se maintient principalement pour raisons fiscales)**

## **Les paradoxes des Investissements Directs Etrangers en Russie : un essor tardif mais spectaculaire malgré une législation moins souple qu'en Inde ou au Brésil**

- moins de 1,5 milliard de \$ par an de 1992 à 1998
- accélération à partir de 2003
- plus de 70 milliards en 2008 (selon la CNUCED et la BCR)
- chute après la crise financière mais redémarrage en 2009 : en 2011 avec plus de 50 milliards la Russie est en volume la première destination des IDE vers les pays de l'Europe du Centre-est et 'de type ex-soviétique'
- **impacts négatifs, de nouveau désormais, liés à la question ukrainienne**

## Les paradoxes des Investissements Directs Etrangers en Russie : un essor tardif mais spectaculaire

### Classements mondiaux de la Russie : les IDE et le PIB en dollars courants (CNUCED et Banque Mondiale)

	2000	2005	2013
Rang pour les IDE	39 <sup>e</sup>	15 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup> (achat de BP/Rosneft, puis chute sévère en 2014)
Rang pour le PIB	16 <sup>e</sup>	14 <sup>e</sup>	10 <sup>e</sup> (mais 6 <sup>e</sup> en PPA, France 8 <sup>e</sup> )

## Les paradoxes des Investissements Directs Etrangers en Russie : un essor tardif mais spectaculaire

### Répartition des IDE entrants par activités, 2010 – 2012 (BCR)

- Etrangement dans la période récente (et c'est plutôt une bonne nouvelle) ce n'est pas dans **l'industrie d'extraction** que l'on trouve le plus d'IDE (8%) mais dans le **commerce de gros et de détail** (23%) avec des leaders comme Auchan (1<sup>er</sup> employeur étranger en Russie), Ikea ou Metro et dans le secteur **banque et assurance** (18%) ou toutes les grandes entités se sont positionnées dans le cadre de l'ouverture progressive du secteur à la suite de l'adhésion du pays à **l'OMC le 22 août 2012 (156<sup>e</sup> membre)**
- L'industrie métallurgique et la sidérurgie, la chimie, l'immobilier, la communication et l'information, les transports, l'agro-alimentaire sont des secteurs significatifs d'accueil d'IDE

## **Les paradoxes des Investissements Directs Etrangers en Russie : un essor tardif mais spectaculaire : les vrais-faux investisseurs étrangers (BCR)**

- **Les cinq premiers lieux d'où sont issus les stocks d'IDE sont des places *off shore* : Chypre, Îles Vierges Britanniques, Bermudes, Bahamas et Luxembourg. Ils s'agit d'arbitrage fiscaux en boucle car ces places sont aussi des lieux importants d'accueil d'investissements russes sortants**
- **Les IDE en provenance de pays de l'Union européenne représentent entre 60% et 70% des investissements 'extérieurs non russes'**
- **Malgré une communauté marquée par des faits de corruption le marché russe est attractif avec sa population diplômée et qualifiée, ses ressources naturelles et ses potentiels inscrits dans le temps long. Le marché russe est une priorité pour de nombreuses firmes internationales**

## La Russie face à l'Union européenne ou pour un nouveau partenariat stratégique spécifique?

- Le commerce entre l'Union européenne et la Russie se caractérise par une forte asymétrie
- En 2013, environ 85 % des exportations de l'Union européenne vers la Russie ont concerné des produits manufacturés et agroalimentaires (médicaments, véhicules automobiles, téléphones et biens aéronautiques), alors que **l'énergie** (pétrole, gaz, charbon) a représenté près des **trois-quarts des importations**
- Le commerce UE – Russie est fluctuant, il a dépassé **200 milliards d'euros en une année dans les années 2000** avec un déficit pour l'EU qui a atteint jusqu'à **80 milliards**

**Mais il chute fortement entre le premier trimestre 2013 et le premier trimestre 2014 pour atteindre seulement 75 milliards avec un déficit pour l'EU de 23 milliards** (Eurostat)

## La Russie face à l'Union européenne ou pour un partenariat stratégique spécifique ?

- L'Union européenne absorbe entre 70 et 80 % des exportations russes de pétrole et de gaz (25 à 27 % de la consommation de l'UE proviennent de Russie – en France un peu moins de 20 %, en Allemagne un peu plus de 35 %)
- Inversement, plus de 45 % des importations de la Russie proviennent de l'Union (UE premier fournisseur)
- La Russie est le 3<sup>e</sup> partenaire commercial de l'Union, après les États-Unis et la Chine, avec 11 % de ses importations et 6 % de ses exportations

## Perspectives

### Quelles marges de manœuvre ? (1/2)

- Hors crise financière la Russie a montré dans les années récentes une relative stabilité macro-économique : **cependant l'année 2013 est plus difficile et la crise ukrainienne ainsi que la géopolitique mondiale modifient désormais certaines appréciations. Le PIB s'est sévèrement contracté en 2015**
- Fonds de stabilisation – *Oil funds* (Fonds de réserves et Fonds du bien-être national) : **\$160 milliards en 2014 (soit 8,6% du PIB)**
  - Réserves de la BC : encore **\$385 milliards (20% du PIB) en 2014**
  - Un faible déficit budgétaire : **-0,5% en 2013 et 2014**
  - La dette publique est inférieure à **15% du PIB**



## Perspectives

### Quelles marges de manœuvre ? (2/2)

→ en 2013 (FMI) la Russie est la **6<sup>e</sup> économie mondiale** pour son PIB en parité de pouvoir d'achat -PPA (la France est 8<sup>e</sup>) et 10<sup>e</sup> en nominal (la France est 6<sup>e</sup>)

→ **les réserves en devises 2014** par habitant restent encore parmi les plus élevées du monde

→ **la classe moyenne russe** (fragile toutefois – inflation – chute du rouble en 2014) se développe. Les foyers fiscaux russes ayant un revenu annuel nominal supérieur à 12000 \$ représentent environ 90 à 100 millions de personnes (un chiffre comparable à la Chine qui a une population 10 fois supérieure)

→ par conséquent, des marges de manœuvre importantes existent pour diversifier et consolider l'économie... et permettre l'émergence de la société civile

→ dans ce contexte **le faible endettement public pourrait certes permettre une politique économique plus proactive...**

**Merci de votre attention!**

**Спасибо за внимание!**

